

TABLEAU DE BORD : CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE BREST

AU SECOND SEMESTRE 2025

#26 | Février 2026

OBSERVATOIRE | NOTE DE CONJONCTURE

Après un premier semestre 2025 en demi-teinte et des indicateurs globalement orientés à la baisse, les six derniers mois de l'année sont venus confirmer la poursuite du ralentissement de l'économie du bassin de Brest, à l'image de la trajectoire régionale. Les soldes d'opinions de l'ensemble des indicateurs sont négatifs, et les perspectives pour les six premiers mois de l'année 2026 relativement pessimistes, dans un contexte d'incertitudes majeures offrant peu de visibilité aux acteurs économiques.

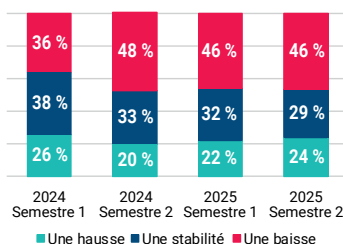


Au 2nd semestre 2025, 177 chefs d'entreprise ayant au moins un établissement localisé dans le bassin de Brest ont répondu à l'enquête de conjoncture. Les données ont été redressées pour garantir la représentativité des secteurs d'activités et des tailles d'entreprises.

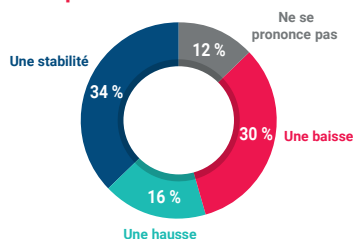
46 % des chef d'entreprise font état d'un recul du chiffre d'affaires dans le bassin de Brest au 2^e semestre 2025

Chiffre d'affaires : une incertitude qui pèse sur l'activité

Évolution du chiffre d'affaires



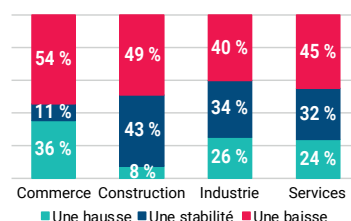
Perspective de chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2026



Au second semestre 2025, 46 % des chefs d'entreprise du bassin de Brest déclarent un recul du chiffre d'affaires, une proportion proche du semestre précédent et légèrement inférieure à celle de 2024 (48 %), en ligne avec la tendance régionale. Parallèlement, 24 % signalent une hausse d'activité, une part en progression sur un semestre comme sur un an. Tous les secteurs affichent un solde d'opinion négatif : le commerce reste le plus touché, avec 54 % d'entrepreneurs mentionnant une baisse du chiffre d'affaires contre 36 % une hausse. La construction est également en difficulté, 49 % des dirigeants évoquant une baisse pour seulement 8 % une amélioration. Cette conjoncture s'inscrit dans un contexte économique contrasté, mêlant rebond national très limité, faible

inflation et confiance fragilisée par les incertitudes fiscales et budgétaires. Les tensions géopolitiques, notamment commerciales, pèsent aussi sur les échanges et ne compensent pas la faiblesse de la demande intérieure. Pour les six premiers mois de 2026, 30 % des répondants anticipent une baisse du chiffre d'affaires et 16 % une hausse, laissant présager une croissance modérée.

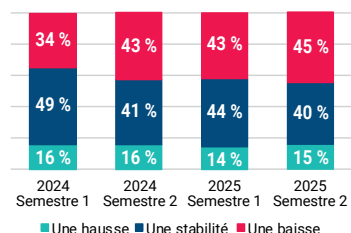
Évolution du chiffre d'affaires par secteurs d'activité



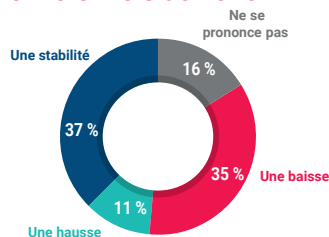
Une rentabilité impactée par le climat des affaires

La rentabilité des entreprises évolue globalement à la baisse au cours du second semestre 2025. Les dirigeants déclarant une stabilité sont moins nombreux, tandis que ceux signalant une dégradation sont davantage représentés. Ainsi, 45 % d'entre eux indiquent un recul de la rentabilité, contre 43 % au semestre précédent et un an plus tôt.

Évolution de la rentabilité



Perspective de la rentabilité des 6 premiers mois de 2026

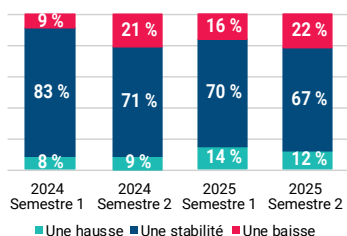


Plusieurs facteurs cumulatifs expliquent cette évolution. La faiblesse de la croissance et le recul parfois marqué de l'activité dans certains secteurs entraînent une stagnation, voire une diminution du chiffre d'affaires. Par ailleurs, les coûts de production — en particulier ceux liés à l'énergie et au financement — sont restés élevés sur la seconde partie de l'année, comprimant davantage les marges.

Pour les six premiers mois de 2026, les perspectives apparaissent tout aussi peu encourageantes. Les chefs d'entreprise anticipent majoritairement une nouvelle dégradation de leur rentabilité.

Des effectifs salariés moins nombreux fin 2025

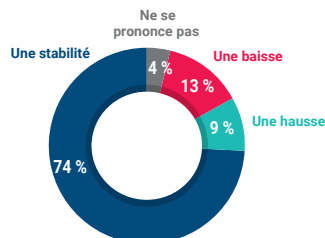
Évolution des effectifs



Fin 2025, 22 % des dirigeants brestois signalent une baisse de leurs effectifs, soit 6 points de plus qu'au premier semestre, une évolution moins favorable qu'au niveau régional (16 %). La stabilité des emplois recule également, de 70 % à 67 %. Dans un contexte de faible visibilité, les entreprises recrutent moins et certaines réduisent leur

masse salariale pour préserver leurs marges. Malgré tout, les dirigeants anticipent majoritairement une stabilité des effectifs à venir.

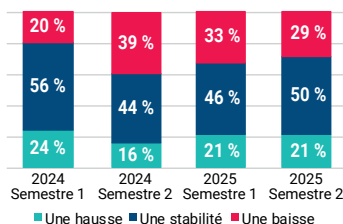
Perspective des effectifs des 6 premiers mois de 2024



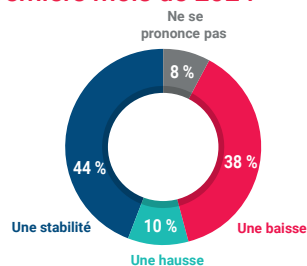
Des investissements qui se stabilisent

Malgré un solde d'opinion négatif, l'indicateur d'investissement se stabilise après la légère reprise du début 2025 : un dirigeant sur deux maintient ses investissements et 21 % les augmentent, une part supérieure à celle du niveau régional (18 %). En revanche, les perspectives pour le premier semestre suivant sont moins favorables : 38 % des entreprises prévoient une baisse des investissements et seulement 10 % une hausse.

Évolution des investissements



Perspective des effectifs des 6 premiers mois de 2024



Question d'actualité ÉLECTIONS MUNICIPALES, PRIORITÉS ÉCONOMIQUES ET RELAIS D'INFORMATION

Municipales : quels besoins de la part des entreprises du bassin brestois ?

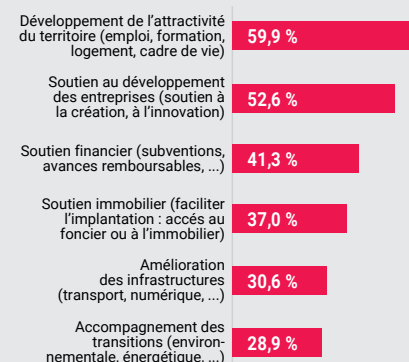
Les attentes des entreprises en matière de développement économique révèlent des priorités clairement hiérarchisées. L'attractivité du territoire arrive largement en tête (près de 60 %), traduisant les difficultés de recrutement, le manque de compétences et la nécessité d'attirer et fidéliser la main d'œuvre. Logement, mobilités, services et qualité de vie sont identifiés comme essentiels à la capacité de développement des entreprises.

Vient ensuite, à près de 53 %, le besoin d'un soutien direct au développement entrepreneurial : création d'entreprise, innovation, croissance. Cette demande est renforcée par la priorité suivante : l'accès au financement, via subventions ou avances remboursables, indispensable pour sécuriser les projets dans un contexte incertain. S'y ajoute l'enjeu du foncier et de l'immobilier d'entreprise, souvent perçu comme un frein à l'implantation ou à l'extension.

Les infrastructures — transport, numérique, connectivité — apparaissent comme un levier complémentaire, rarement cité seul mais étroitement lié aux enjeux d'attractivité et de compétitivité. Les transitions environnementales et énergétiques, transversales, s'inscrivent plutôt comme des attentes d'accompagnement global que comme des politiques isolées.

Enfin, les dirigeants identifient principalement les branches professionnelles comme interlocuteurs privilégiés, suivies des chambres consulaires (CCI, CMA, chambre d'agriculture) et des collectivités locales, confirmant le rôle central des élus dans l'aménagement et le soutien au développement.

Selon vous, en matière de développement économique, quelles actions prioritaires devraient être portées par ces nouveaux élus ?



ADEUPa Brest-Bretagne

18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest - Tél : 02 98 33 51 71 - www.adeupa-brest.fr

Direction de la publication : François Rivoal

Réalisation : François Le Pellec

Maquette et mise en page : Jeanne Lefer

Contact : contact@adeupa-brest.fr

Illustrations : [katemangostar](https://katemangostar.com/), rawpixel.com/Freepik

Délégation de Brest de la CCI Finistère

1 Place du 19^e RI - 29200 Brest - Tél : 02 98 00 38 00 - www.bretagne.cci.fr/finistere

Direction de la publication : Thierry Guézennec

Réalisation : Éric Stéphan

Contact : eric.stephan@finistere.cci.fr